

Anastasia ILIOPOULOU-PENOT

Née le 20 février 1977 à Athènes

Mariée, deux enfants



anastasia.iliopoulou@u-paris2.fr

Formation et cursus universitaire

2010 : Agrégation de droit public, concours externe

2007-2008 : recherche post-doctorale menée au sein du Centre d'Etudes Européennes de Sciences Po, Paris : *La gouvernance des droits fondamentaux au sein de l'Union européenne*

2005 : Doctorat de Droit Public, Université Paris II Panthéon-Assas

Libre circulation et non-discrimination, éléments du statut de citoyen de l'Union européenne, sous la direction de Mme le professeur Jacqueline Duthéil de la Rochère. Prix de thèse de l'Université Paris II.

2001 : obtention du titre d'avocat au Barreau d'Athènes.

2000 : DEA de Droit de l'Union européenne, Université Paris II. Major du DEA. Mention Très Bien (16/20).

1999 : Maîtrise de droit, Université d'Athènes. Mention Bien (7,5/10). Boursière de l'Institut des Bourses Nationales (I.K.Y.)

1998 : participation au programme Erasmus, Université Bordeaux IV.

Expérience professionnelle

Depuis septembre 2020 : Professeur de droit public, Université Paris II Panthéon-Assas

2018-2020 : Vice-présidente déléguée au vice-président Relations internationales, en charge du réseau des Universités européennes, Université Paris Est Créteil

2013-2020 : Professeur de droit public, Université Paris Est Créteil.

Codirectrice du Master Droit européen.

Assesseur du doyen en charge des relations internationales.

Coordinatrice du réseau universitaire THEMIS et co-responsable du diplôme « Joint Certificate in International and Business Law » délivré par ce réseau.

depuis septembre 2008 : Enseignante à Sciences Po, Paris, Master « Affaires européennes »

septembre 2010-août 2013 : Professeur de droit public à l'Université d'Orléans.

septembre 2008-août 2010 : Maître de conférences à l'Université d'Orléans

2007 : Chargée de mission à la Chaire « Mutations du droit public et de l'action publique » et chercheur post-doctoral au Centre d'Etudes Européennes, Sciences Po Paris

Chargée de travaux dirigés à l'Université Paris Est Créteil

septembre 2006-mars 2007 : Stagiaire au Conseil d'Etat, Section du Contentieux, sixième sous-section

2003-2005 : Assistant Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université Paris II

2003 : Membre du groupe de juristes mis en place par Madame la ministre des Affaires Européennes Noëlle Lenoir (examen des projets d'articles du traité constitutionnel émis par la Convention sur l'avenir de l'Europe).

2001-2002 (année académique) : chargée de recherche et d'enseignement au sein de l'Institut de Droit européen et comparé, Université d'Oxford.

2000-2001 (année académique) : Chargée de travaux dirigés à l'Université Paris II.

Assistante de rédaction de Monsieur le président Guy Braibant concernant l'ouvrage *La Charte des Droits Fondamentaux. Témoignage et commentaires* (éditions du Seuil, 2001).

1999 : Stagiaire au Ministère du Travail (grec), Section des Relations Internationales.

1997-1998 (cinq mois) : Stagiaire au Conseil Juridique d'Etat (grec), Section de Droit Civil.

Langues

Grec- langue maternelle.

Anglais-bilingue. Titulaire du diplôme « Certificate of Proficiency in English, University of Cambridge ». Mention Très Bien (A).

Activités d'enseignement

Cours et séminaires au niveau M

M2 (Université Paris II Panthéon-Assas)

Citoyenneté de l'Union, Master 2 Droit et contentieux de l'Union européenne

Droit public européen, Master 2 Droit public approfondi (cours partagé avec le Professeur Fabrice Picod)

Contentieux de l'Union européenne devant les juridictions nationales, Master 2 Justice et droit du procès (cours partagé avec le Professeur Fabrice Picod)

Contentieux européen, Master 2 Droit européen des affaires (cours partagé avec le Professeur Francesco Martucci)

Mobilité des personnes physiques, Master 2 Droit européen du marché et de la régulation (cours partagé avec le Professeur Federico Casolari)

Régulation et droits fondamentaux, Master 2 Droit européen du marché et de la régulation (cours partagé avec le Professeur René Repasi)

Questions européennes, Master 2 Préparation aux carrières administratives supérieures

M1 (Université Paris II Panthéon-Assas)

Politiques de l'Union européenne.

Autres

Droit constitutionnel de l'UE (Master 1 Affaires européennes, ScPo Paris, cours partagé avec le Professeur Edouard Dubout)

Droit économique européen (Master 1 Droit économique, ScPo Paris, cours partagé avec le Professeur Edouard Dubout)

Law of the Internal Market of the EU, Summer School, ESADE Ramon Llull University (Barcelone).

Organisation de colloques et de journées d'études

• 27 septembre 2019, *La Charte des droits fondamentaux, source de renouveau constitutionnel européen ?*, Colloque-carrefour annuel de droit européen, Assemblée nationale (avec L. Xenou).

• 26-28 mars 2014, *Legal Challenges in the European Economic and Financial Crisis*, Colloque/séminaire annuel du réseau international THEMIS, UPEC.

• 29 novembre 2013, *Vingt ans après la « révolution de novembre » : L'arrêt Keck revisité*, Journée d'étude, UPEC et Sciences Po Paris.

• 11 mars 2011, *L'avenir du modèle français de droit public en Europe*, Colloque de la Chaire « Mutations de l'Action Publique et du Droit Public » de Sciences Po Paris, sous le patronage du Conseil d'Etat, avec le soutien de la Mission de Recherche Droit et Justice.

Activités éditoriales

Co-direction de la rubrique « Etudes » de la Revue des affaires européennes

Publications

Ouvrages

-*Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leurs familles. Commentaire article par article*, direction, Bruylant, Collection Droit de l'Union européenne, 2020

-*La Charte des droits fondamentaux, source de renouveau constitutionnel européen ?*, co-direction avec L. Xenou, Bruylant, Collection Droit de l'Union européenne, 2020, 304 pages

-*Libre circulation et non-discrimination, éléments du statut de citoyen de l'Union européenne*, Bruylant, Collection Droit de l'Union européenne, 2008, 795 pages

Encyclopédies, Fascicules

-« Libre circulation des étudiants », Jurisclasseur Europe, Fascicule 601, octobre 2020

-« Non-discrimination. Article 14 CEDH », Répertoire Dalloz de Droit européen, octobre 2018

-Mise à jour du Fascicule 160 du Jurisclasseur Europe, « *La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne* », rédigé en 2000 par J. Dutheil de la Rochère, avril 2006

Chroniques

-« Citoyenneté. Chronique » (depuis 2011), avec M. Benlolo-Carabot et S. Robin Olivier, *Annuaire de droit de l'Union européenne*, Editions Panthéon-Assas.

Dossiers

- *Brexit, Revue française de droit administratif*, 2020, n° 3, avec F. Martucci
- *Union européenne et Etat de droit, Revue des affaires européennes*, 2019, n°1, avec E. Dubout
- *Vingt ans après la révolution de novembre : L'arrêt Keck revisité, Revue trimestrielle de droit européen*, 2014, n°4, avec E. Dubout et I. Streho

Articles et contributions

- « La citoyenneté de l'Union et le titre 'Solidarité' de la Charte des droits fondamentaux : quelles articulations ? », in E. Brosset, R. Mehdi et N. Rubio (dir.), *Les dix ans du traité de Lisbonne. Quelle solidarité dans l'Union européenne ?*, Confluences des droits, 2020, à paraître
- « L'arrêt *Nicolo* et l'évolution des rapports entre le Conseil d'Etat et la CJUE » in F. Picod et B. Plessix (dir.), *Le juge administratif, l'Europe, la loi. Les 30 ans de l'arrêt Nicolo*, Bruylant, 2020, à paraître
- « Article 122 TFUE », in S. Adalid et F. Martucci, *L'Union économique et monétaire. Commentaire article par article*, Bruylant, à paraître
- « Le Brexit et la famille européenne », in E. Bernard, M. Cresp et M. Ho-Dac (dir.), *La famille en droit européen*, Bruylant, 2020, pp. 359-374
- « La citoyenneté de l'Union aux temps du coronavirus », in E. Dubout et F. Picod (dir.), *Dossier-Le coronavirus face au droit de l'Union européenne, RAE*, 2020, n°2, pp. 29-40
- « Rapatriements en situation d'urgence lors de la pandémie de Covid-19 : la solidarité européenne hors sol européen », *European papers, insight*, 16 mai 2020
- « Propos introductifs. De la capacité de la Charte de façonner une identité de l'Union dans un contexte pluraliste » in A. Iliopoulou-Penot et L. Xenou (dir.), *La Charte des droits fondamentaux, source de renouveau constitutionnel européen ?*, Bruylant, 2020, pp. 17-28
- « Article 7. Droit de séjour de plus de trois mois » et « Article 38. Abrogations » in A. Iliopoulou-Penot (dir.), *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leurs familles. Commentaire article par article*, Bruylant, 2020, pp. 159-187 et pp. 549-551 (respectivement)
- « Le Brexit et les droits des citoyens », in A. Iliopoulou-Penot et F. Martucci (dir.), *Dossier-Brexit, Revue française de droit administratif*, 2020, n° 3, pp. 420-426
- « Présentation », avec F. Martucci, in A. Iliopoulou-Penot et F. Martucci (dir.), *Dossier-Brexit, Revue française de droit administratif*, 2020, n° 3, pp. 401-402
- « Article 33 Vie professionnelle et vie familiale » in F. Picod, C. Rizcallah et S. Drooghenbroeck (dir.), *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article*, Bruylant, 2019, pp. 825-844
- « La justification de l'intervention de l'Union pour la garantie de l'Etat de droit au sein des pays membres », in E. Dubout et A. Iliopoulou-Penot (dir.), *Dossier-Union européenne et Etat de droit, Revue des affaires européennes*, 2019, n°1, pp. 7-16
- « Initiative citoyenne et statut de citoyen de l'Union » in E. Dubout, F. Martucci et F. Picod (dir.), *L'initiative citoyenne européenne. Approche juridique et politique*, Bruylant, 2019, pp. 105-120
- « Un nouveau chapitre de l'Europe des valeurs : de la Sorbonne à l'Université d'Europe centrale », *Annuaire Français de Relations Internationales-2019* (Volume XX), pp. 357-374
- « La sanction des juges suprêmes nationaux pour défaut de renvoi préjudiciel. Réflexions autour de l'arrêt CJUE, 4 octobre 2018, *Commission/France*, aff. C-416/17 », *Revue française de droit administratif*, 1/2019, pp. 139-148
- « Citoyenneté de l'Union et accès des inactifs aux prestations sociales dans l'Etat d'accueil » in L. Clément-Wilz (dir.), *Le rôle politique de la Cour de justice de l'Union européenne*, Bruylant, 2018, pp. 315-334
- « Le projet de refondation de l'Union européenne du Président Macron. Enjeux et premières réalisations », *Annuaire Français de Relations Internationales-2018* (Volume XIX), pp. 417-432

- « Service public hospitalier et droit de l'Union », in M. Borgetto (dir.), *Dossier-Le renouveau du service public hospitalier ?*, *Revue de droit sanitaire et social*, 2017, pp. 626-634
- « Deconstructing the former edifice of Union citizenship? The *Alimanovic* judgment », *Common Market Law Review*, 2016, pp. 1007-1035
- « Les catégories des travailleurs et des citoyens » in B. Bertrand (dir.), *Les catégories juridiques du droit de l'Union européenne*, Bruylant, 2016, pp. 235-248
- « Réflexions sur la codification de la jurisprudence par le législateur européen », in *L'identité du droit de l'UE. Mélanges en l'honneur de Claude Blumann*, Bruylant, 2015, pp. 187-203
- « Le principe d'égalité et de non-discrimination », in J.-B. Auby et J. Dutheil de la Rochère (dir.), *Traité de droit administratif européen*, Bruylant, deuxième édition, 2014, pp. 595-623
- « En guise de conclusion : pourquoi l'arrêt *Keck* reste-t-il d'actualité ? », in E. Dubout, A. Iliopoulou-Penot et I. Strehö (dir.), *Dossier- Vingt ans après la révolution de novembre : L'arrêt Keck revisité*, *Revue trimestrielle de droit européen*, 2014, p. 878-879
- « Citizenship of the Union, Mobility and Integration in the European area », in C. Blot, O. Rozenberg, F. Saraceno & I. Strehö (Eds), *Reforming Europe*, *Revue de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques*, n° 134, mai 2014, pp. 27-36
- « Le rattachement à l'Etat comme critère de l'intégration sociale » in V. Michel (dir.), *Vers un principe d'intégration sociale de la personne en droit de l'Union européenne ?*, *Revue des affaires européennes*, 2013/4, pp. 651-666
- « Libertés de circulation et abus de droit » in E. Dubout et A. Maîtrot de la Motte (dir.), *L'unité des libertés de circulation. In varietate concordia ?*, Bruylant, 2013, pp. 185-204
- « La densification normative de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne » in *La Constitution, l'Europe et le droit. Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Masclet*, Publications de la Sorbonne, 2013, pp. 639-660
- « L'utilisation des faits économiques en libre circulation des travailleurs, libre prestation de services et liberté d'établissement », in Ph. Maddalon (dir.), *Les utilisations des faits économiques dans le droit de l'Union européenne*, Pedone, 2013, pp. 43-64
- « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, limite du pouvoir discrétionnaire », in P. Serrand et W. Jakimowicz (dir.), *Le pouvoir discrétionnaire. Regards croisés franco-polonais*, Ed. mare & martin, 2013, pp. 391-404
- « The transnational character of Union citizenship » in M. Dougan, E. Spaventa et N. Nic Shuibhne (eds.), *Empowerment and Disempowerment of the European Citizen*, Hart, 2012, pp. 15-36
- « Revirement et citoyenneté de l'Union » in E. Carpano (dir.), *Le revirement de jurisprudence en droit européen*, Bruylant, 2012, pp. 161-179
- « L'impact de la réunification allemande sur l'Europe des citoyens : la citoyenneté de l'Union », *Dossier- La réunification de l'Allemagne et l'Union européenne*, *Revue des affaires européennes*, 2012/3, pp. 593-602
- « 'Le temps des gitans' : à propos de la libre circulation des Roms dans l'Union », *Europe*, janvier 2011, pp. 6-11 et *Annuaire Français de Relations Internationales-2011*, Vol. XII, Bruylant, 2012, pp. 459-472
- « Entrave et citoyenneté de l'Union » in L. Azoulai (dir.), *L'entrave dans le droit du marché intérieur*, Bruylant, 2011, pp. 191-223
- « Citoyenneté européenne et principe de non-discrimination », *Dossier- La citoyenneté européenne*, *Revue des affaires européennes*, 2011/1, pp. 51-60
- « L'influence du droit européen sur les catégories du droit de la responsabilité de la puissance publique » in J.-B. Auby (dir.), *L'influence du droit européen sur les catégories du droit public français*, Dalloz, 2010, pp. 791-812
- « La Constitution de 1958 et la construction communautaire » in Ecoles de droit français de Lodz et de Cracovie, *50^e anniversaire de la Constitution française. Les journées du droit français en Pologne*, Presses universitaires d'Orléans, 2010, p. 218-226
- « La première condamnation d'une discrimination à rebours. A propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 octobre 2008, Compagnie des architectes en chef des monuments historiques e.a. », avec A. Jauréguiberry, *Revue française de droit administratif*, 1/2009, pp. 132-142
- « Quatre ans d'application de la jurisprudence Duvignères », *Revue française de droit administratif*, 3/2007, pp. 477-488

- « Assurer le respect et la promotion des droits fondamentaux : un nouveau défi pour l'Union européenne », *Cahiers de droit européen*, 2007, pp. 421-478
- « Le principe de non-discrimination devant les juges communautaire et national », in J. Rossetto et A. Berramdane (dir.), *Regards sur le droit de l'Union européenne après l'échec du traité constitutionnel*, Presses universitaires François-Rabelais Tours, 2007, pp. 243-257
- « A propos des tribulations du 'Clemenceau' : la décision du Conseil d'Etat du 15 février 2006 », *Revue du Droit Public*, 2006, pp. 1687-1709
- « La méthode ouverte de coordination : un nouveau mode de gouvernance dans l'Union européenne », *Cahiers de droit européen*, 2006, pp. 315-341
- « *What's in a name ?* Citoyenneté, égalité et droit au nom. A propos de l'arrêt Garcia Avello », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2004, p. 565-583
- « Le nouveau droit de séjour des citoyens de l'Union et des membres de leur famille : la directive 2004/38/CE », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2004, pp. 523-557
- « La résistance des acteurs d'une procédure préjudicielle en matière de libre circulation. Observations sur les affaires Arben Kaba », avec L. Clément-Wilz, *Cahiers de droit européen*, 2004, pp. 727-762
- « A new approach to discrimination against free movers? D'Hoop v. Office National d'Emploi », avec H. Toner, *European Law Review*, 2003, pp. 389-398
- « Annotation of the *Grzelczyk* case », avec H. Toner, *Common Market Law Review*, 2002, pp. 609-620
- « Du nouveau sur l'interdiction partielle de territoire pour des raisons d'ordre public : à propos de l'arrêt Olazabal », *Revue des Affaires Européennes*, 2001-2002, p.1101-1109
- « Commentaire de l'arrêt *Grzelczyk* », *Revue des Affaires Européennes*, 2001-2002, pp. 775-782

Rapports

- Written evidence on the Constitutional Treaty, avec J. Dutheil de la Rochère, publié in House of Commons, European Scrutiny Committee, *Aspects of the EU's Constitutional treaty, 14th Report of Session 2004-2005*, Londres, 2005, Volume II, No 14.
- Written evidence on the role of the European Court of Justice », avec J. Dutheil de la Rochère, publié in House of Lords, European Union Committee, *The Future Role of the European Court of Justice, 6th Report of Session 2003-2004*, Londres, 2004, p.72

Notes de lectures (book reviews)

- Book review, J. Rondu, *L'individu, sujet du droit de l'Union européenne*, Bruylant, 2020, eulawlive.com, septembre 2020
- Note de lecture, F. Pennings & M. Seeleib-Kaiser (Eds.), *EU Citizenship and Social Rights. Entitlements and Impediments to Accessing Welfare*, Edward Elgar Publishing, 2018, *Revue trimestrielle de droit européen*, 2018, en ligne
- Book review, Ch. Bahurel, E. Bernard et M. Ho-Dac (dir.), *Le Brexit. Enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Bruylant, 2017, *Common Market Law Review*, 2019, p. 588
- Book review, N. Ferreira and D. Kostakopoulou (Eds.), *The Human Face of the European Union. Are EU Law and Policy Humane Enough?*, Cambridge University Press, 2016, *Common Market Law Review*, 2018, p. 299
- Note de lecture, L. Azoulai, S. Barbou des Places and E. Pataut (ed.), *Constructing the Person in EU Law*, Hart, 2016, *Annuaire de droit de l'Union européenne 2016*.
- Book review, S. Mahieu (ed.), *Contentieux de l'Union européenne. Questions choisies*, Larcier, 2014, *Common Market Law Review*, 2015, p. 875
- Book review, Ph. Sypris (ed.), *The Judiciary, the Legislature and the EU Internal Market*, Cambridge University Press, 2012, *Common Market Law Review*, 2014 p. 707
- Note de lecture, C. Kaddous et D. Grisel, *Libre circulation des personnes et des services*, Coll. Dossiers de droit européen, n°26, Helbing Lichtenhahn, 2012, *Annuaire de Droit de l'Union européenne de 2012*, Bruylant, 2014, p. 987
- Book review, A. Bailleux, *Les interactions entre libre circulation et droits fondamentaux dans la jurisprudence communautaire. Essai sur la figure du juge traducteur*, Facultés universitaires Saint-Louis-Bruylant, 2009, *Common Market Law Review*, 2011, p. 268
- Book review, M. Benlolo Carabot, *Les fondements juridiques de la citoyenneté européenne*, Bruylant, 2007, *Common Market Law Review*, 2010 p. 266